



La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

17 novembre 2008

Numéro 286

Par l'équipe du Collectif



Journée nationale de signature... de lettres d'appui

Le 19 novembre sera une autre Journée nationale de signature dans le cadre de la campagne. Cette fois, une couleur particulière est donnée à la journée : on fait signer... des lettres d'appui!

En plus des signatures de personnes, l'appui d'organismes de partout dans la société est un facteur majeur dans la force collective d'une initiative citoyenne. MISSION COLLECTIVE comptait à ce jour **503 lettres d'appui**. Que chacun des groupes qui a signé une lettre aille chercher l'appui d'une organisation collaboratrice, et on passe à 1000 lettres d'appui!

Vous avez signé cette lettre? Allez chercher une autre signature autour de vous.

Vous ne l'avez pas signée? Allez chercher le texte sur le site du Collectif : www.pauvrete.qc.ca/article.php3?id_article=489

Vous avez prévu de faire signer des cartons de pétition? Allez-y!



MISSION COLLECTIVE BILAN AU 11 NOVEMBRE

40 000 CARTONS SIGNÉS + **500** LETTRES D'APPUI

Prolongation de la campagne de signatures jusqu'au 31 mars 2009

OBJECTIF: DOUBLER NOS APPUIS

« Ça roule tempête! »

C'est l'exclamation d'un militant face à l'entrée massive de signatures au Collectif. En effet, depuis quelques semaines, c'est par milliers que les cartons signés reviennent au local du Collectif. Le 6 novembre, on en était à 36 684. Le 11, à l'assemblée du Collectif, on franchissait le cap des **40 000 cartons**. Devant cet élan, les membres du Collectif réunis en assemblée au début de la semaine ont décidé de **prolonger la campagne de signatures jusqu'au 31 mars**. Cela donne quatre mois de plus pour profiter de la vague, et on se donne comme objectif de **DOUBLER NOS APPUIS**.

Ce qui marche fort

Tout le monde le dit : le meilleur moyen de recueillir des signatures, c'est d'aller là où il y a du monde et de présenter la pétition en trois mots : « signer contre la pauvreté ». Les gens sont d'accord avec ça : la pauvreté, ils n'en veulent plus. Les services publics, la population

y tient. Un salaire minimum qui fasse sortir de la pauvreté, c'est une évidence. Des protections publiques qui permettent de vivre en santé, c'est une nécessité.

La majorité des gens ignorent qu'à l'aide sociale, une personne n'a que 575 \$ par mois pour vivre; 6 900 \$ par an. Dès qu'on leur dit ce chiffre, leur visage change : « Hein, ç'a pas d'bon sens! ». Un ami me répond : « Moi, je pensais que les gens sur le bien-être avaient ce qu'il faut pour vivre ». Mais non, cher ami : ce qu'il faut pour vivre **au minimum**, c'est le double de ça : 13 500 \$ par an. C'est Statistique Canada qui le dit. Ça s'appelle la mesure du panier de consommation et ça ne comprend même pas les soins de santé... qui sont censés être gratuits.

De plus, avec la crise économique, les gens sont de plus en plus sensibilisés à l'insécurité, à la crise du logement, à la crise alimentaire. C'est le temps plus que jamais d'être solidaires.

Alors, à vos cartons, et ramenez-en tout plein!

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES 2008

Vous avez dit pauvreté?

Une économie au service de touTEs

Le Québec se retrouve encore une fois plongé en élection et les formations politiques présentes à l'Assemblée nationale n'ont pas fait de la lutte à la pauvreté une priorité. Bien entendu, ces partis politiques rivalisent en promesses d'investissements pour relancer l'économie chancelante, mais ils oublient systématiquement d'investir dans le droit à un revenu décent pour les personnes qui n'arrivent pas à couvrir leurs besoins essentiels ou qui y arrivent difficilement.

Les choix fiscaux faits par les gouvernements québécois depuis dix ans ont agrandi les écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Il est maintenant temps de réinvestir au bas de l'échelle. Au Collectif, on aime bien dire qu'un dollar vital, c'est un dollar local ! Autrement dit, l'argent que le gouvernement investira dans le revenu des personnes qui en ont le plus besoin sera rapidement dépensé dans les localités et, de ce fait, profitera à touTEs.

La campagne MISSION COLLECTIVE

Pour le réseau du Collectif, la priorité durant cette campagne électorale demeure la mobilisation autour de la campagne *MISSION COLLECTIVE*. La campagne électorale est un moment privilégié pour faire la promotion des trois revendications, faire signer les cartons de la pétition et engager des candidatEs dans la lutte à la pauvreté. *MISSION COLLECTIVE*, c'est la vision des prochains pas à faire pour éliminer la pauvreté au Québec, mais c'est aussi une vision de l'économie au service de touTEs. Le Collectif est toujours intéressé à recevoir des nouvelles de vos actions dans la lutte à la pauvreté : si vous soutirez des engagements ou si vous réussissez à faire signer le carton de la pétition à des candidatEs, écrivez au Collectif!

Une commission parlementaire pour atteindre la cible de 2013

Le prochain gouvernement aura la responsabilité d'agir afin d'atteindre la cible de 2013 inscrite dans la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Il aura l'obligation de faire en sorte que le Québec devienne l'une des nations industrialisées où il y a le moins de pauvreté. Étant donné l'ampleur de la tâche, le prochain gouvernement devra faire de la lutte à la pauvreté un enjeu prioritaire. Pour y arriver, le Collectif exige que les partis politiques s'engagent en faveur de la tenue d'une commission parlementaire ouverte et itinérante portant sur le prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté. Le Collectif croit qu'une commission parlementaire est une façon de s'assurer que toute la société québécoise soit invitée à s'engager concrètement dans la lutte contre la pauvreté, au nom des droits humains.

Une tournée des cheffEs

Le Collectif demandera aux cheffEs des cinq principales formations politiques une rencontre afin qu'ils et elles exposent leur vision de la lutte à la pauvreté et prennent des engagements concrets pour y arriver. Depuis 2002, les conjonctures électorales ont permis de faire des gains: l'adoption de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, la construction de logements sociaux, le retour de la gratuité des médicaments pour les personnes assistées sociales, l'ajout de places en garderie et, tout récemment, la pleine indexation de toutes les prestations d'aide sociale. À chaque fois, c'est la mobilisation du réseau qui a permis de faire des gains. L'occasion se présente à nouveau: reste à la saisir!

Influencer le prochain plan d'action gouvernemental

Le prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale est dans la lunette du mouvement citoyen. Le Collectif en a fait une de ses deux priorités de l'année et il a indiqué clairement au gouvernement qu'il estime nécessaire de mener une large consultation citoyenne puisque la lutte à la pauvreté concerne l'ensemble de la société. Il veut une commission parlementaire qui solliciterait des mémoires de toute provenance et qui siègerait aussi dans les régions.

D'autres acteurs sociaux se sont carrément mis en action pour consulter sur leur terrain propre. Un des collectifs régionaux pour un Québec sans pauvreté a vécu une telle consultation ces dernières semaines et partage son expérience avec les abonnéEs de la Soupe au caillou.

Mercredi le 22 octobre dernier, une vingtaine d'intervenantEs répondaient à l'invitation de la Conférence régionale des éluEs de l'Abitibi-Témiscamingue pour faire le bilan du Plan d'action

et influencer le prochain. En prévision de cette rencontre, la Table d'action contre la pauvreté de l'Abitibi-Témiscamingue (le collectif régional pour notre région) s'est réuni toute une journée pour faire une analyse point par point des mesures de la stratégie et proposer les mesures qui devraient être comprises dans le prochain. Bien évidemment les trois revendications de la campagne MISSION COLLECTIVE y ont trouvé une large place. Le consensus préparé par la TACPAT a été bien accueilli par les participantEs et la position régionale sera très très largement influencée par notre travail. Notre présence et notre préparation ont contribué à donner de la crédibilité à notre Table.

Rappelons que le ministre Hamad, responsable de l'application de la Loi 112, a annoncé le 3 novembre dernier que le premier plan d'action serait prolongé d'un an et que ce temps serait mis à profit pour consulter au plan national et régional en vue du second plan d'action. 🌱



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca